

## Prise de parole FSU-CGT'Educ

En affirmant qu'il est toujours possible de faire mieux avec moins, le gouvernement se défausse de ses responsabilités sur les personnels du service public !

Dans l'éducation comme à la justice, si ça ne marche pas, c'est de la faute des personnels !

Aujourd'hui, les personnels de l'éducation sont en grève pour redire leur engagement professionnel, leur attachement à leur métier et demander au gouvernement de prendre ses responsabilités en engageant une autre politique éducative afin d'assurer la réussite de tous les jeunes avec les moyens humains et matériels pour y parvenir.

Les choix politiques du gouvernement ne règlent en rien, et même aggravent les difficultés réelles du service public d'éducation. Ils ne répondent pas aux besoins éducatifs de notre pays. Comment assurer la réussite de tous les élèves à tous les niveaux du système éducatif et élever le niveau de qualification de chacun avec encore 16000 postes en moins pour 62 000 élèves en plus à la prochaine rentrée ?

Dans notre département ce sont plus de 50 postes qui seront supprimés à la rentrée prochaine, aucun secteur ne sera épargné !

Ca suffit !

Il est inacceptable que l'on traite l'éducation nationale comme une entreprise soumise à un plan social.

Au contraire, afin d'assurer la prochaine rentrée scolaire dans de meilleures conditions pour les élèves, nous demandons que le ministre renonce à la suppression des 16000 emplois prévus pour la rentrée 2011, le vote d'un collectif budgétaire ainsi que l'ouverture d'un réel dialogue social sur l'ensemble de la politique éducative menée et sur les réformes en cours.

L'école que nous défendons et que nous aimons doit avoir les moyens :

- de mettre en place l'aide aux élèves en difficulté (RASED) où qu'ils se trouvent
- d'améliorer le travail en équipe de tous les personnels enseignants et non enseignants, personnels en nombre suffisant et bien formés (il faut plus de copsy, AS, médecins, infirmières, personnels administratifs, TOS, enseignants...)
- d'améliorer la scolarisation des moins de 3 ans

- d'assurer une réelle formation des enseignants, formation initiale et formation continue
- d'assurer les remplacements des enseignants absents
- de relancer la politique d'éducation prioritaire
- de diminuer les effectifs dans les classes et d'assurer l'existence de toutes les sections et options...

C'est cette autre politique, ces moyens, cette dynamique, à tous les niveaux du système éducatif, qu'il faut mettre en œuvre.

Le système éducatif français, se distingue par la reproduction des inégalités sociales, et la transformation de celles-ci en inégalité scolaire. Cette dérive, qui s'aggrave d'année en année avec la diminution des moyens humains et matériels destinés au fonctionnement du Service Public d'Éducation, fait payer le prix le plus élevé aux enfants des familles les plus fragiles.

Nous ne voulons pas d'une école à 2 vitesses qui éduque a minima les enfants des classes populaires, et vise à l'émergence d'une élite dont les études seront financées par les familles qui le pourront.

Ce n'est pas notre conception de l'école de la République.

Nous voulons une école qui permette la réussite de tous les élèves, vraiment tous, où qu'ils soient et quels qu'ils soient.

**Nous avons fait la proposition aux autres syndicats et à la FCPE d'une manif carte scolaire départementale le mercredi 16 février à 17h place de la Mairie à Tarbes**

**Après la grève du 10 février, nous appelons à participer massivement à la journée nationale d'action unitaire du 19 mars prochain.**